

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE ROUEN-  
ELBEUF-DIEPPE**

**50 AVENUE DE BRETAGNE - 76039 ROUEN CEDEX 1**

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE LE HAVRE**

**42 COURS DE LA REPUBLIQUE – 76600 LE HAVRE**

**APPEL D'OFFRE :**

**MAINTENANCES TECHNIQUES ET  
ENTRETIEN**

***Cahier des Clauses  
Administratives  
Particulières***

**Date limite de remise des offres :  
Lundi 3 février 2025 à 12 heures**

## ***SOMMAIRE***

	<b>Pages</b>
1 - Groupement de commande et parties contractantes	3
2 - Objet du marché	3
3 - Lots	4
4 - Modalités de consultation	4
5 - Sous-traitance	4
6 - Documents contractuels	4
7 - Prix du marché	5
8 - Délais de paiement	5
9 - Durée du marché et résiliation	6
10 - Litiges	6
11 - Date limite de consultation	7
12 - Marchés sans suite ou infructueux	7
13 - Résiliation	7
14 - Responsabilité et assurances	7
14.1 - Responsabilité	7
14.2 - Assurance	7
15 - Respect des clauses contractuelles	7
16 - Développement durable	8
16.1 - Conditions sociales et environnementales	8
16.2 - Approche environnementale	8
17 - Confidentialité	8
18 - RGPD	9
19 - Dispositions relatives à l'emploi de salariés étrangers	12
20 - Avenants et marchés complémentaires	12
21 - Pénalités	12
22 - Dérogations au CCAG-FCS	13
23 - Liste des annexes	13

## **1 - Groupement de commande et parties contractantes**

Une convention constitutive du groupement de commande a été signée entre les Caisses Primaires d'Assurance Maladie Rouen-Elbeuf-Dieppe et Le Havre.

Le coordonnateur du groupement de commandes est la CPAM Rouen-Elbeuf-Dieppe.

Les membres du groupement de commandes sont les suivants :

- La Caisse Primaire d'Assurance Maladie Rouen-Elbeuf-Dieppe,
- La Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Havre.

Rôle du coordonnateur du groupement de commandes : le coordonnateur du groupement de commandes est chargé de signer l'accord-cadre et de le notifier, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de sa bonne exécution.

Les parties contractantes sont :

D'une part :

La Caisse Primaire de Rouen-Elbeuf-Dieppe, représentée par Isabelle WEBER, Directrice Déléguée de l'organisme ;

D'autre part :

Le prestataire qui conclut le marché avec l'organisme et désigné dans le présent CCAP par l'expression "le Titulaire".

Le Pouvoir Adjudicateur est la Directrice Déléguée des CPAM Rouen-Elbeuf-Dieppe et Le Havre, Madame Isabelle WEBER.

Le Comptable Assignataire est le Directeur Comptable et Financier des CPAM Rouen-Elbeuf-Dieppe et Le Havre, Monsieur Arnaud WALLINGA.

Le titulaire désigne, dès la notification du marché, un responsable ayant qualité pour le représenter vis-à-vis de l'organisme ou de son représentant.

## **2 - Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de services permettant d'assurer la maintenance technique des équipements pour les CPAM Rouen-Elbeuf-Dieppe (sise 50 avenue de Bretagne – 76100 Rouen) et Le Havre (sise 42 cours de la République – 76600 LE HAVRE), et pour les différents sites de ces CPAM.

Les spécifications techniques et leur description figurent aux cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) :

- CCTP lots 1 à 9
- CCTP lot 10 cellules HT – courants forts (LH)
- CCTP Lot 11 CVC (LH)

Il s'agit d'un marché de services.

**Le marché débutera le mardi 1<sup>er</sup> avril 2025, hormis pour :**

- **La maintenance des bornes de recharge électriques (lot 6) de la CPAM du Havre qui débutera au 1<sup>er</sup> juillet 2025**
- **La vérification des BAES pour la CPAM RED (lot 3 Maintenance des systèmes de sécurité incendie), qui débutera en janvier 2026**

*NB : Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'acte d'engagement, le candidat prendra soin de signaler par écrit au pouvoir adjudicateur toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans le cahier des charges.*

### **3 – Lots**

Le marché se compose de 10 lots constitués des prestations énoncées aux CCTP (les neuf premiers lots sont communs aux 2 CPAM et les suivants sont spécifiques à l'une ou l'autre) :

- Lot 1 Maintenance et nettoyage des toitures terrasses (RED et LH)
- Lot 2 Maintenance de la détection intrusion, du contrôle d'accès et de la vidéosurveillance (RED et LH)
- Lot 3 Maintenance des systèmes de Sécurité Incendie (RED et LH)
- Lot 4 Maintenance des systèmes d'extinction automatiques des locaux informatiques (RED et LH)
- Lot 5 Fourniture et maintenance des moyens de lutte contre l'incendie (RED et LH)
- Lot 6 Maintenance des bornes de recharge électriques (RED et LH)
- Lot 7 Entretien des canalisations Eaux Pluviales Eaux Usées (EP EU) (RED)
- Lot 8 Dératisation et désourisage (RED)
- Lot 9 Entretien des toitures végétalisées (LH)
- Lot 10 Maintenance des cellules Haute Tension – Courants forts (LH)
- Lot 11 Maintenance Climatisation, Ventilation et Chauffage (LH)

Les candidats peuvent postuler à un ou plusieurs lots.

Pour chaque lot, le candidat indiquera le nom d'un référent administratif et d'un référent technique qui pourront être contactés en cas de besoin. Ces référents peuvent être différents pour la CPAM RED et pour la CPAM du Havre.

Le titulaire préviendra sous trente (30) jours ouvrés par messagerie à l'adresse [maintenance.cpam-le-havre@assurance-maladie.fr](mailto:maintenance.cpam-le-havre@assurance-maladie.fr) (pour la CPAM du Havre) ou [sos-gestiondesbiens.cpam-rouen-elbeuf-dieppe@assurance-maladie.fr](mailto:sos-gestiondesbiens.cpam-rouen-elbeuf-dieppe@assurance-maladie.fr) (pour la CPAM RED) de tout changement d'interlocuteur et communiquera les nouvelles coordonnées.

### **4 – Modalités de consultation**

Il est procédé par mise en concurrence dans le cadre de l'appel d'offre prévue à l'article R.2124-2 du Code de la Commande Publique.

### **5 – Sous-traitance**

Le candidat doit impérativement respecter les règles édictées par les articles L.2193-1 et suivants, et R.2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Il ne peut sous-traiter tout ou partie du marché sans avoir expressément obtenu l'acceptation de la CPAM et fourni les justificatifs adéquats.

### **6 – Documents contractuels**

Le présent accord cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissant, dont un exemplaire de chaque pièce administrative sera conservé dans les archives de la CPAM Rouen-Elbeuf-Dieppe et seul celui-ci fera foi :

- Le ou les Acte(s) d'Engagement (ATTRI1)
- Les bordereaux de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), ceux-ci :
  - étant considérés comme document contractuel pour la détermination des prix unitaires servant au règlement des travaux modificatifs éventuellement commandés par le maître d'ouvrage,

- n'étant pas considérés comme document contractuel pour les quantités et nature d'ouvrages qui y sont mentionnées ; le titulaire doit exécuter la totalité des travaux décrits aux pièces constitutives ci-dessus dans le cadre du prix forfaitaire du marché, et ne pourra se prévaloir de quelque indication quantitative de la DPGF pour se soustraire à ses obligations,

- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Le Code de la Commande Publique entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2019
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales, (CCAG/FCS) applicable aux marchés publics de maîtrise d'œuvre, issu de l'arrêté du 30 mars 2021,
- Le Règlement de la Consultation (RC),
- La / les offres technique du / des titulaires (cadre de réponse technique complété),
- En règle générale, l'ensemble des clauses réglementaires et normes en vigueur relatives aux prestations objets du présent marché.

## **7 – Prix du marché**

Les prix du marché sont établis en Euros hors TVA, lesquels sont majorés du taux de TVA en vigueur.

Le prix global est forfaitaire.

La rémunération au forfait comprend toutes les prestations nécessaires à l'exécution du marché, quelles que soient les quantités réellement mises en œuvre ; elle est déclinée dans une décomposition des prix globaux et forfaitaire (DPGF).

Le prix forfaitaire a un caractère absolu en ce qui concerne l'exécution des prestations définies par les CCTP.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de maintenance, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Le titulaire du marché ne pourra, sous aucun prétexte et en aucun cas, revenir sur le prix qui a servi de base à son engagement.

Les prix sont fermes la première année du marché.

Les prix pourront être révisés à chaque date anniversaire du marché, sur la base de l'indice des prix de l'entretien-amélioration des bâtiments – identifiant 011779960.

**Le titulaire s'engage à notifier par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif, avec un préavis de 1 mois avant la date anniversaire du marché.** A défaut de ce courrier recommandé, les prix ne seront pas révisés.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité le contrat à la date de changement du tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 3% l'an.

## **8 – Délais de paiement**

### **Facturation**

Les demandes de paiement sont adressées à chaque CPAM pour les prestations effectuées sur ses installations.

Les factures sont établies à terme échu et déposées sur la plateforme CHORUS PRO <https://chorus-pro.gouv.fr/> :

- Numéro de SIRET de la CPAM RED : 517 501 276 00011  
Code service : R351

- Numéro de SIRET de la CPAM Le Havre : 781 065 354 00032

**Délai Global de Paiement**

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

Les CPAM se libéreront des sommes dues en exécution du marché en faisant porter le montant de celles-ci au crédit du compte bancaire ou postal dont le fournisseur aura au préalable fourni un relevé d'identité complet.

**Intérêts moratoires**

Le non-respect du délai global de paiement des factures par la CPAM ouvre droit au versement d'intérêts moratoires au titulaire du marché. Ceux-ci sont égaux au taux directeur semestriel de la Banque Centrale Européenne en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points, soit 11.15 % au jour de la publication du marché.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

**9 – Durée du marché et résiliation**

Un planning prévisionnel sera établi lors de la réunion de mise au point du marché relative à chaque lot. Les titulaires des différents lots s'engagent à respecter ce planning, ou à informer la CPAM en cas de modification de la date d'exécution des prestations.

Le contrat est conclu pour une durée d'un an à compter du 01/04/2025, renouvelable trois fois maximum par reconduction tacite (soit jusqu'au 31/03/2029).

A l'issue de ce délai, le ou les attributaire(s) du marché sera/seront obligatoirement remis en concurrence.

Le contrat pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec avis de réception postal, deux mois avant l'expiration de chaque période contractuelle.

**10 – Litiges**

Les recours relatifs à la passation des marchés peuvent s'exercer dans les cas et les conditions prévues par l'ordonnance du 7 mai 2009 et par le décret n°2009-1456 du 27 novembre 2009 relatifs aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique.

Les modalités d'instruction des référés sont définies par les articles 1441-1, 1441-2, 1441-3 du Code de procédure civile, et par les articles L.211-14 et R.213-5-1 du Code de l'organisation judiciaire.

Conformément à l'article 46 du CCAG-FCS, en cas de litige relatif à la passation ou à l'exécution du présent marché, les parties contractantes doivent privilégier le recours à une solution amiable (arbitrage, conciliation, médiation).

**Attribution de juridiction**

Les décisions prises dans le cadre de la présente consultation, peuvent être contestées en déposant une demande auprès des juridictions de l'ordre judiciaire.

L'article L. 211-14 du code de l'organisation judiciaire attribue une compétence exclusive à « des tribunaux de grande instance spécialement désignés » pour ce qui concerne les contestations relatives aux obligations de publicité et de mise en concurrence auxquelles est soumise la passation des contrats de droit privé relevant de la commande publique.

Les recours suivants peuvent être formés par application des articles R. 213-5-1 du code de l'organisation judiciaire et les articles 1441-1 et suivants du code de procédure civile :

- soit un recours en référé précontractuel avant la signature du marché,
- soit un recours en référé contractuel après la signature du marché, dans les trente et un jours qui suivent la date de publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci.

Enfin, un recours en contestation de la validité du contrat est ouvert, devant le même tribunal, dans les deux mois qui suivent la publication de l'avis d'attribution du marché.

### **11 – Date limite de consultation**

La date limite de remise des offres est fixée au **lundi 3 février 2025 à 12 heures**.

### **12 – Marchés sans suite ou infructueux**

Conformément à l'article R. 2185-1 du Code de la Commande Publique, à tout moment, la procédure peut être déclarée sans suite par le Pouvoir Adjudicateur.

### **13 – Résiliation**

Les articles 38 à 45 du CCAG / FCS s'appliquent en cas de résiliation.

### **14 – Responsabilité et assurances**

#### **14.1 - Responsabilité**

Le prestataire est responsable des dommages causés directement ou indirectement à l'occasion de l'exécution des prestations :

- à son personnel, au personnel de l'organisme ou à des tiers,
- à ses biens, aux biens appartenant à l'organisme ou à des tiers.

Sont exclus de la responsabilité du prestataire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers qu'il n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

#### **14.2 - Assurance**

Avant tout commencement d'exécution, le prestataire doit justifier qu'il dispose d'un contrat d'assurance en cours de validité susceptible de garantir intégralement les conséquences pécuniaires de sa responsabilité.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il doit justifier au plus tard dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, couvrant les risques qu'il encourt du fait de son activité, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **15 – Respect des clauses contractuelles**

Les stipulations des documents contractuels du marché expriment l'intégralité des obligations des parties.

Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions de vente.

De même, le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans l'accord exprès du pouvoir adjudicateur.

## **16 – Développement durable**

### **16.1 - Considérations sociales**

Par dérogation à l'article 16.1 du CCAG-FCS, la CPAM n'impose pas au(x) titulaire(s) qu'il(s) mette(nt) en œuvre une action d'insertion au bénéfice des personnes rencontrant des difficultés sociale et/ou professionnelles.

Néanmoins, il sera exigé du/des titulaire(s) que la fabrication des produits achetés réponde à des conditions de production socialement satisfaisantes, notamment qu'elles n'aient pas requis l'emploi d'une main-d'œuvre enfantine dans des conditions contraires aux conventions internationalement reconnues.

Le candidat devra fournir une attestation en ce sens.

### **16.2 - Approche environnementale**

Le titulaire est invité à valoriser sa proposition par l'intégration d'une démarche environnementale notamment concernant les points suivants :

Organisation de la prestation :

- organisation optimale des prestations pour limiter les impacts, notamment des déplacements, sur l'environnement

Les déchets :

- recyclage des déchets d'emballage

Le titulaire pourra présenter des dispositifs complémentaires à ceux suggérés.

Il proposera dans la mesure du possible des produits répondant aux exigences d'un écolabel officiel ou équivalent, pour les catégories de produits couvertes.

## **17 - Confidentialité**

a. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les



Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

b. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- . prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- . ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- . ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- . ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

c. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- . la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- . les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- . les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

d. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

e. Un livret de sécurité sera remis aux prestataires lors de la réunion de mise au point du marché, qui seront tenus de le porter à la connaissance de tous leurs salariés amenés à intervenir dans les locaux de l'organisme.

## **18 – RGPD**

Applicable à partir du 25 mai 2018 à l'ensemble de l'Union européenne, le règlement européen UE 2016/679 sur la protection des données (RGPD) renforce les droits des résidents européens sur leurs

données et responsabilise l'ensemble des acteurs traitant ces données (responsables de traitement et sous-traitants) qu'ils soient ou non établis au sein de l'Union européenne.

Le règlement impose des obligations spécifiques aux sous-traitants dont la responsabilité est susceptible d'être engagée en cas de manquement.

#### a. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à respecter le règlement européen sur la protection des données sur les opérations de traitement de données à caractère personnel qu'il traite pour le compte du responsable de traitement.

#### b. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la sous-traitance.
2. traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement.
3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat
4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent contrat :
  - s'engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
  - reçoivent la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. veiller à prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut

#### c. Sous-traitance

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « **le sous-traitant ultérieur** ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai minium de **7 jours** à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données.

#### d. Droit d'information des personnes concernées

Le responsable de traitement prendra en charge l'information des personnes concernées mais selon les opérations réalisées par le sous-traitant, il pourra être demandé à ce dernier de le réaliser.

#### e. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande, et de fournir les données nécessaires dans les délais impartis.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à [dpo.seine-maritime@assurance-maladie.fr](mailto:dpo.seine-maritime@assurance-maladie.fr)

**f. Notification des violations de données à caractère personnel**

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans le plus bref délai, au maximum **24** heures après en avoir pris connaissance, et par les moyens suivants = courriels au responsable de traitement '[directeur.cpam-rouen-elbeuf-dieppe@assurance-maladie.fr](mailto:directeur.cpam-rouen-elbeuf-dieppe@assurance-maladie.fr)' et '[dpo.seine-maritime@assurance-maladie.fr](mailto:dpo.seine-maritime@assurance-maladie.fr)' doublé d'un courrier en recommandé avec accusé réception adressé au Directeur de l'organisme. Cette notification est accompagnée de toute documentation et données utiles afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente ou aux personnes concernées.

**g. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations**

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

**h. Mesures de sécurité**

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- ✓ la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel sur demande du responsable de traitement
- ✓ les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- ✓ les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- ✓ une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

**i. Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à :

- ☒ détruire toutes les données à caractère personnel
- ☐ à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement
- ☐ à renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

**j. Délégué à la protection des données**

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

**k. Registre des catégories d'activités de traitement**

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- ✓ le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- ✓ les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- ✓ le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation

internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;

- ✓ dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
  - o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
  - o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
  - o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### **I. Documentation**

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la **documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

#### **m. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant**

Le responsable de traitement s'engage à :

1. fournir au sous-traitant les données visées au II des présentes clauses
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant
3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant
4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant

### **19 – Dispositions relatives à l'emploi de salariés étrangers**

Le titulaire remet à la CPAM, une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel à des salariés étrangers pour l'exécution des prestations.

Dans l'affirmative, il devra certifier si ces salariés sont ou non autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

### **20 – Avenants et marchés complémentaires**

En cas de nécessité, le pouvoir adjudicateur pourra recourir, conformément aux articles L.2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique, selon les besoins soit à la conclusion d'un avenant soit à un marché complémentaire.

### **21 – Pénalités**

- Pénalités pour retard d'exécution de la prestation:

En cas de retard dans l'exécution des prestations (pas de réponse à la demande de la CPAM, rendez-vous non honoré...), par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, il sera appliqué au Titulaire une pénalité de 300 € TTC par jour calendaire de retard.

Dans le cas où le Titulaire serait empêché d'intervenir dans le cadre de son délai contractuel, il devra le faire connaître au représentant de la CPAM dans les 24 heures afin que celui-ci puisse prendre toutes dispositions utiles.

- Pénalités pour retard de remise des rapports d'intervention et /ou reportages photos :

En cas de retard pour la remise des rapports d'intervention et/ou des reportages photos selon les délais fixés dans les CCTP, une pénalité de 50 € TTC par jour calendaire de retard, sera appliquée au titulaire, sans mise en demeure préalable.

- Pénalités pour non-respect du délai de prévenance pour les prises de rendez-vous des interventions :

En cas de non-respect des délais indiqués dans les CCTP concernant les délais de prévenance des interventions, une pénalité de 30 € TTC par jour calendaire, sera appliquée au Titulaire, sans mise en demeure préalable.

- Pénalité pour un sous-traitant non déclaré :

Si la CPAM a connaissance de l'intervention d'un sous-traitant non déclaré au préalable, une pénalité forfaitaire de 500 € TTC sera appliquée au Titulaire, sans mise en demeure préalable.

- Pénalité pour non-respect des montants indiqués au DPGF :

Si les montants facturés diffèrent du DPGF, une pénalité forfaitaire de 50 € TTC par facture erronée sera appliquée sans mise en demeure préalable.

- Pénalité pour intervention sans signature du registre des visiteurs ou pour absence de bon d'intervention :

Une pénalité forfaitaire de 50 € TTC sera appliquée sans mise en demeure préalable.

Les autres pénalités sont calculées en application des règles édictées dans le CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités seront exigibles dès le 1<sup>er</sup> euro.

## **22 – Dérogations au CCAG-FCS**

Dérogent au CCAG-FCS :

- L'article 16 « développement durable » : dérogation à l'article 16 du CCAG
- L'article 21 « pénalités » : dérogation à l'article 14 du CCAG

## **23 – Liste des annexes**

- ANNEXE 1 : Liste des sites et équipements
- ANNEXE 1 BIS : Recensement des BEAS
- ANNEXE 1 TER : Recensement des extincteurs
- ANNEXE 2 : DPGF
- ANNEXE 3 : BPU des lots 1-2-3-4-5-11
- ANNEXE 4 : DOE Liste du matériel - Lot 11 CVC LH

Le

Le Titulaire,

Le

Le Pouvoir Adjudicateur,

Isabelle WEBER, Directrice Déléguée  
des CPAM